

UNE INTERVENTION « NECESSAIRE »

Le Kremlin craignait que de telles idées subversives ne se propagent parmi les masses soviétiques. Mais la contagion qu'il craignait par-dessus tout, et sur laquelle il pense pouvoir agir, était celle qui risquait de contaminer les bureaucraties d'autres Etats ouvriers. Les mêmes causes qui ont amené l'aile « libérale » de la bureaucratie tchécoslovaque au pouvoir existent, encore que sous des formes spécifiques, dans tous les Etats ouvriers. Il est certain que la « division du camp socialiste » et les aspirations révolutionnaires croissantes des masses ne peuvent que favoriser, dans un premier temps, ce processus de diversification des voies au socialisme : les bureaucraties risquant de devoir davantage rendre de comptes aux masses (et donc moins à Moscou). Que reproche donc le Kremlin à Dubcek ? Essentiellement ses « déviations nationales » qui lui ont fait oublier ses devoirs envers le « camp socialiste tout entier ». S'il est évidemment savoureux d'entendre un Brejnev ou un Kossyguine utiliser un tel vocabulaire, le reproche n'en est pas moins violent et sincère : laissons-les parler à cœur ouvert : ce cochon de Dubcek, pour conserver sa place, et même l'améliorer, cède de façon démagogique à une série de revendications proprement inadmissibles concernant la levée de la censure, l'établissement de conseils ouvriers et autres fadaïses bourgeoises ! Dubcek lui-même n'ignore pas que la logique même de telles revendications le perdra ! Il a d'ailleurs fait une série de mises en garde contre les excès après janvier, que nous avons hautement appréciées, mais manifestement peu efficaces. En fait, sa seule défense possible et sa justification étaient la menace causée par notre présence. Ce petit jeu de bascule entre la poussée des masses et la menace de notre intervention, outre qu'il révèle un égoïsme national déplaisant, est d'une irresponsabilité totale. Qu'en Pologne, en D.D.R. ou — sacrilège ! — qu'en U.R.S.S. même des collègues tombent aussi dans l'égoïsme national — et les raisons pour ceci existent —, alors les possibilités de ce jeu de bascule sont compromises. Quelle armée étrangère pourrait intervenir en U.R.S.S. même pour la ramener dans le droit chemin du socialisme ?

Voilà le sens qu'il convient d'attribuer aux déclarations soviétiques qui expliquaient que la Tchécoslovaquie avait « négligé ses devoirs envers les pays frères »⁴.

Or, le Kremlin n'ignorait pas que si une telle « négligence » était apparue, c'était parce que la majorité de l'appareil d'Etat et du Parti en Tchécoslovaquie, après mûre réflexion et quelques expériences, avait cru comprendre que désormais le souffle des masses l'emportait sur le vent de l'Est. « Ils n'oseront pas », était l'opinion unanime en Tchécoslovaquie⁵. Mais ils ont osé. Pour-

4. Il est tragique que Castro se serve du même vocabulaire, semblant ainsi cautionner les Soviétiques, alors qu'il veut signifier tout autre chose.

5. Pas seulement en Tchécoslovaquie : les Albanais, dans *Pékin Information* du 13 août, (donc, semble-t-il, avec l'accord des Chinois : *Pékin Information* n'ayant jamais donné jusque-là l'impression d'une tribune de discussion) constatant l'extrême dégénérescence de l'U.R.S.S. affirmaient que le Kremlin ne pourrait plus intervenir en Tchécoslovaquie comme jadis (dans le bon temps !) il avait pu le faire en Hongrie. C'est-à-dire que les Albanais ont reproché successivement à